

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.

PREMIÈRE PARTIE: LYON FERA-T-ELLE LA RÉVOLUTION? (2)

Lyon, 29 Septembre 1870,

Mon cher ami,

Je ne veux point partir de Lyon, sans t'avoir dit un dernier mot d'adieu. La prudence m'empêche de venir te serrer la main encore une fois. Je n'ai plus rien à faire ici. J'étais venu à Lyon pour combattre ou pour mourir avec vous. J'y étais venu, parce que j'ai cette suprême conviction, que la cause de la France est redevenue aujourd'hui celle de l'humanité, et que sa chute, son asservissement sous un régime qui lui serait imposé par les baïonnettes des Prussiens serait le plus grand malheur qui, au point de vue de la liberté et du progrès humain, puisse arriver à l'Europe et au monde.

J'ai pris part au mouvement d'hier et j'ai signé mon nom sous les résolutions du *Comité central du Salut de la France*, parce que, pour moi, il est évident qu'avec la destruction réelle et complète de toute la machine administrative et gouvernementale de votre pays, il ne reste plus d'autre moyen de salut pour la France que le soulèvement, l'organisation, et la fédération spontanées, immédiates et révolutionnaires de ses communes, en dehors de toute tutelle et de toute direction officielle.

Tous ces tronçons de l'ancienne administration du pays, ces municipalités composées en grande partie de bourgeois ou d'ouvriers convertis à la bourgeoisie; gens routiniers s'il en fut, dénués d'intelligence, d'énergie et manquant de bonne foi; tous ces procureurs de la République, ces préfets et ces sous-préfets, et surtout ces commissaires extraordinaires munis des pleins pouvoirs militaires et civils, et que l'autorité fabuleuse et fatale de ce tronçon de gouvernement qui siège à Tours vient d'investir à cette heure d'une dictature impuissante; - tout cela n'est bon que pour paralyser les derniers efforts de la France et pour la livrer aux Prussiens.

Le mouvement d'hier, s'il s'était maintenu triomphant, et il serait resté tel si le général Cluseret, trop jaloux de plaire à tous les partis, n'avait point abandonné sitôt la cause du peuple; ce mouvement qui aurait renversé la municipalité inepte, impotente et aux trois-quarts réactionnaire de Lyon, et l'aurait remplacée par un comité révolutionnaire, tout puissant parce qu'il eût été l'expression non fictive, mais immédiate et réelle de la volonté populaire; ce mouvement dis-je, aurait pu sauver Lyon, et avec Lyon, la France. Voici vingt-cinq jours qui se sont écoulés depuis la proclamation de la République; et qu'a-t-on fait pour préparer et pour organiser la défense de Lyon? Rien, absolument rien.

Lyon est la seconde capitale de la France et la clef du Midi. Outre le soin de sa propre défense, il a donc un double devoir à remplir: celui d'organiser le soulèvement armé du Midi et celui de délivrer

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

Paris. Il pouvait faire, il peut encore faire l'un et l'autre. Si Lyon se soulève, il entraînera nécessairement avec lui tout le Midi et la France. Lyon et Marseille deviendront les deux pôles d'un mouvement national et révolutionnaire formidable, d'un mouvement qui, en soulevant à la fois les campagnes et les villes, suscitera des centaines de milliers de combattants, et opposera aux forces militaires et organisées de l'invasion la toute puissance de la révolution.

Par contre, il doit être évident pour tout le monde que, si Lyon tombe aux mains des Prussiens, la France sera irrévocablement perdue. De Lyon à Marseille, ils ne rencontreront plus d'obstacles. Et alors? Alors, la France deviendra ce que l'Italie a été si longtemps, trop longtemps, vis-a-vis de votre ci-devant empereur: une vassale de sa majesté l'empereur d'Allemagne. Est-il possible de tomber plus bas?

Lyon, seul, peut-il lui épargner cette chute et cette mort honteuse. Mais pour cela, il faudrait que Lyon se réveille, qu'il agisse, sans perdre un jour, un instant. Les Prussiens malheureusement n'en perdent plus. Ils ont désappris le dormir, systématiques comme le sont toujours les Allemands,, ils suivent, avec une désespérante précision, leurs plans savamment combinés et joignant à cette antique qualité de leur race, une rapidité des mouvements qu'on avait considéré jusque là comme l'apanage exclusif des troupes françaises, ils avancent résolument et plus menaçants que jamais, au coeur de la France. Ils marchent sur Lyon. Et que fait Lyon pour se défendre? Rien.

Et pourtant, depuis que la France existe, jamais elle ne s'est trouvée dans une situation plus désespérée, plus terrible. Toutes ses armées sont détruites. La plus grande partie de son matériel de guerre, grâce à l'honnêteté du gouvernement et de l'administration impériale, n'a jamais existé que sur le papier, et le reste, grâce à leur prudence, a été si bien enfoui dans les forteresses de Metz et de Strasbourg, qu'il servira probablement beaucoup plus à l'armement de l'invasion prussienne, qu'à celui de la défense nationale. Cette dernière, sur tous les points de la France, manque aujourd'hui de canons, de munitions, de fusils et, ce qui est pis encore, elle manque d'argent pour en acheter. Non que l'argent manque à la bourgeoisie de France; au contraire, grâce aux lois protectrices qui ont permis d'exploiter largement le travail du prolétariat, ses poches en sont pleines. Mais l'argent des bourgeois n'est point patriote, et il préfère ostensiblement aujourd'hui l'émigration, voire même les réquisitions forcées des Prussiens, au danger d'être appelé à concourir au salut de la patrie en détresse. Enfin, que dirai-je, la France n'a plus d'administration. Celle qui existe encore et que le gouvernement de la Défense nationale a eu la faiblesse criminelle de maintenir, est une machine bonapartiste, créée pour l'usage particulier des brigands de Décembre, et, comme je l'ai déjà dit ailleurs, capable seulement, non d'organiser, mais de trahir la France jusqu'au bout et de la livrer aux Prussiens.

Privée de tout ce qui constitue la puissance des Etats, la France n'est plus un Etat. C'est un immense pays, riche, intelligent, plein de ressources et de forces naturelles, mais complètement désorganisé et condamné, au milieu de cette désorganisation effroyable, à se défendre contre l'invasion la plus meurtrière qui ait jamais assailli une nation. Que peut-elle opposer aux Prussiens? Rien que l'organisation spontanée d'un immense soulèvement populaire, la Révolution. Ici, j'entends tous les partisans de l'ordre public quand même, les doctrinaires, les avocats, tous ces exploiters en gants jaunes du républicanisme bourgeois, et même bon nombre de soi-disant représentants du peuple; comme votre citoyen Brialon par exemple, transfuges de la cause populaire et qu'une ambition misérable, née d'hier, pousse aujourd'hui dans le camp des bourgeois; je les entends s'écrier:

"La révolution! Y pensez-vous, mais ce serait le comble du malheur pour la France! Ce serai un déchirement intérieur, la guerre civile, en présence d'un ennemi qui nous écrase, nous accable! La confiance la plus absolue dans le gouvernement de Défense nationale, l'obéissance la plus parfaite vis-à-vis des fonctionnaires militaires et civiles, auxquels il a délégué le pouvoir; l'union la plus intime entre entre les citoyens des opinions politiques, religieuses et sociales les plus différentes, entre toutes les classes et tous les partis; voilà les seuls moyens de sauver la France".
